



L'ACTU

Rassemblement vendredi des travailleurs sociaux devant la CEA pour une meilleure considération de leurs métiers

Le collectif « Rejoignez l'AEMO en lutte » organise vendredi matin, un rassemblement devant le siège de la Collectivité européenne d'Alsace (CeA) à Strasbourg. Ils revendiquent une revalorisation salariale et de meilleures conditions de travail pour assurer un bon fonctionnement de la protection de l'enfance.

Les travailleurs sociaux de l'Association Régionale Spécialisée d'action sociale d'Éducation et d'Animation (Arsea), organisent un rassemblement devant la Collectivité d'Alsace, vendredi 1er juillet à 8h, pour porter leurs revendications. Ils sont éducateurs, assistants sociaux, secrétaires, psychologues en charge de mesure de protection de l'enfance ordonnées par le juge des enfants ou contractualisées par la famille avec l'aide sociale à l'enfance ([lire nos nombreux articles](#)).



Une trentaine d'agents du service de protection de l'enfance manifestaient devant le Conseil départemental dans la matinée du 14 mai. (Photo GK / Rue89 Strasbourg / cc)

Dans une lettre ouverte, adressée à Frédéric Bierry (LR), le président de la CEA, les travailleurs sociaux revendiquent la baisse du nombre d'enfants accompagnés par éducateur, en-deçà contre « 31 à 32 enfants aujourd'hui », l'augmentation du prix de journée d'une mesure d'Action éducative en milieu ouvert (AEMO, une [mesure de protection décidée par un juge](#) pour enfants), une revalorisation salariale en adéquation avec l'augmentation du coût de la vie, ainsi qu'une reconsidération de leurs frais de déplacement.

Dans leur lettre ouverte, les organisateurs disent ne pas être « enfermés dans la plainte » :

« Nous aimons nos métiers. Nous voulons simplement que ceux-ci soient considérés. Que la difficulté intrinsèque à nos métiers soit reconnue et portée avec nous par les institutions de la protection de l'enfance, par les politiques et par nos financeurs. »

Y ALLER

Manifestation des travailleurs sociaux de l'Arsea, vendredi 1er juillet à 8h devant l'hôtel du Département de la Collectivité européenne d'Alsace, place du Quartier blanc à Strasbourg-Petite France.

Lettre ouverte

Nous sommes éducateurs, assistants sociaux, secrétaires, psychologues en charge de mesure de protection de l'enfance ordonnées par le Juges de Enfants (mesure d'AEMO) ou contractualisées par la famille avec le l'Aide sociale à l'Enfance (mesure d'AED).

Ces métiers impliquent un engagement, une attention soutenue auprès des enfants et de leur famille, en situation de vulnérabilité. Ils nécessitent une certaine disponibilité pour :

- **ENTENDRE** la parole singulière
- **COMPRENDRE** ce qui fait fragilité ou dysfonctionnement dans la protection de l'enfant afin de **PREVENIR** des situations de danger
- **MOBILISER, SOUTENIR** les familles afin qu'elles (re)trouvent leur autorité et rôle éducatif
- **VALORISER, ENCOURAGER** les compétences familiales, celles de l'enfant et des parents

Tous ces mots en lettres **CAPITALES** qui sont aujourd'hui frappés de désuétude par le langage ambiant procédural, managérial qui parle en terme d'efficacité, d'économie, de gain de temps – et qui oublie que notre cœur de métier est :

La **RELATION EDUCATIVE**. Nous sommes engagés dans cette relation éducative dès le moment où notre mission nous est confiée mais surtout dès l'instant où un parent, un enfant se risque à nous parler et nous faire confiance. Elle nous place en situation de **RESPONSABILITE**.

Ce fameux temps qui pour certain est de l'argent et bien nous voulons l'employer pour **ACCOMPAGNER** les familles mais également pour **PENSER** en équipe. Penser la complexité et la singularité de chaque situation afin de ne pas tomber dans un fonctionnement normatif et procéduralisé.

Nous ne sommes pas enfermés dans la plainte. **NOUS AIMONS NOS METIERS**. Nous voulons simplement que ceux-ci soient Considérés. Que la difficulté intrinsèque à nos métiers soit reconnue et portée avec nous par les Institutions de l'Enfance, par les Politiques, par nos Financeurs.

Aujourd'hui, la complexification des situations rencontrées, la saturation des dispositifs de la protection de l'enfance, l'augmentation des tâches administratives viennent grignoter toujours un peu plus ce précieux temps. Le nombre de suivis par éducateurs (31 à 32 enfants) ne permet pas d'exercer nos missions telles que nous l'avons décliné plus haut. Et nous ne pouvons-nous résoudre à faire mal notre travail, à nous désengager ou nous retrancher dans des attitudes désaffectées sans courir le risque de passages à l'acte envers nous-même ou à l'encontre des enfants et de leur famille.

Nous savons que nous ne sommes pas seuls dans cette situation (les équipes enfances, les magistrats, les CMP, les UTAMS et bien d'autres) sont confrontés aux mêmes difficultés.

Nous revendiquons :

1. La Baisse du nombre d'enfants accompagnés par éducateur
2. La Revalorisation du prix de journée de la mesure d'AEMO
3. La Revalorisation salariale (en adéquation avec l'augmentation du cout de la vie)
4. La Revalorisation des frais de déplacement

Le collectif « Rejoignez l'AEMO en lutte » (rejoignezlaemoenlutte@laposte.net)